à un questionnaire de la Congrégation des Rites sur la réforme du chant liturgique, la Sacrée Congrégation a voulu avoir aussi l'avis de tous les archevêques d'Italie, afin que la réforme dont il s'agit soit aussi ponderée que possible.

— M. le comte Albert de Mun a prononcé, récemment, à Dijon France, devant un auditoire des plus nombreux, un discours qui a obtenu le plus vif succès.

L'illustre orateur s'est défendu une fois de plus d'être socialiste en quoi que ce soit, même de nom, ce qui n'empêchera assurément pas les gens de mauvaise foi de l'affirmer encore. Il a refuté ensuite les théories du collectivisme ; puis il a exposé en regard la doctrine catholique.

Il a terminé en adjurant le clergé et la jeunesse d'aller au peuple.

Ce discours magnifique a été à maintes reprises interrompu par d'unanimes et enthousiastes applaudissements.

— *Peut-on faire inscrire dans une confrérie une personne à son insu ?* — La loi de l'Église défend de faire inscrire dans une confrérie une personne à son insu. La défense est clairement formulée dans un décret de l'Inquisition du 13 décembre 1876 : « Peut-on, y est-il demandé, inscrire une personne sur les registres d'une confrérie, uniquement à la demande d'une tierce personne ! — Non, répondit-elle. » La sacrée Congrégation des indulgences a proclamé le même principe dans le décret du 26 novembre 1880, quand elle déclare qu'on ne peut recevoir dans les confréries que ceux qui, en toute connaissance et avec pleine liberté, demandent à y entrer ; *scientes et volentes*. La raison de cette disposition de la loi est facile à saisir : l'admission dans une confrérie présente une sorte de contrat, en vertu duquel celui qui demande à en faire partie s'engage à en observer les statuts en retour des avantages que lui garantit la Société. Or, une personne ne peut être tenue par un engagement contracté à son insu et sans mandat de sa part. Les personnes inscrites à leur insu ne font pas partie de la Société *sans une rectification expresse*, notifiée au supérieur, et, pensons-nous, sans une nouvelle inscription. Pour les enfants qui n'ont pas l'usage de la raison, la sacrée Congrégation des Indulgences a déclaré, le 29 août 1864, que leur admission dans la confrérie du scapulaire du Mont-Carmel était valide : ce qui peut s'appliquer à toutes les confréries ; mais, le 13 décembre 1876, la sacrée Congrégation de l'Inquisition a conseillé de ne pas user de cette faculté, en déclarant que cela ne convenait pas.

AUX PRIERES

Albert Doherty Eccl., Ste-Marie de Monnoir.

Louise Poirier, veuve de Maxime Prud'homme Notre-Dame de Grâce

M. C. A. Parent, notaire, Montréal.